



CSAM 14 novembre 2025

Déclaration liminaire

I. Nous commencerons notre intervention par trois points positifs :

A. La première bonne nouvelle est la suspension de la réforme des retraites de 2023.

La CFDT et la CFTC Finances se félicitent de **la suspension de la réforme des retraites de 2023** qui va concerner près de 700 000 personnes dès cette année. C'est un premier succès qui devra être confirmé et qui appelle à véritablement débattre des retraites à prendre en compte les choix de chacun, la pénibilité, l'égalité femmes-hommes et les carrières hachées.

Un débat confisqué à l'Assemblée nationale. Des mesures profondément injustes. Une opinion publique très largement opposée. Le courage en politique, c'est de ne pas s'obstiner au risque d'abîmer la démocratie. Le courage en politique c'est de ne pas avoir raison contre tout le monde. C'est de savoir nouer des compromis et avancer.

B. La deuxième bonne nouvelle est pour les femmes fonctionnaires

Elles bénéficieront désormais, comme dans le privé d'un trimestre de majoration et d'un trimestre de bonification qui aura une incidence sur la durée et le montant de la pension (en moyenne 2%).

Les fonctionnaires enceintes pourront désormais bénéficier d'une semaine supplémentaire de congé pathologique prénatal (le portant à trois semaines), fractionnables et indemnisé à 100 %.

Pour autant, la CFDT et la CFTC Finances continuent à revendiquer une indemnisation des congés maladie ordinaire sans jour de carence à hauteur de 100 % pour toutes et tous.

C. La troisième bonne nouvelle, c'est la mise en place de la PSC

Nous avons signé un accord de très haut niveau et nous pouvons être collectivement fiers des niveaux de couverture proposés. Notre rôle est de protéger les agents et ils le sont.

C'est un chantier important avec ses immanquables difficultés. Nous ne doutons pas que les équipes du SG soient mobilisées pour faire de la PSC un succès et de veiller à ce que les opérateurs tiennent leurs engagements notamment en matière d'information et d'affiliation. Soyez assurée, madame la Ministre, que notre rôle à la CPPS sera de veiller au respect des engagements de l'accord signé.

Venons-en aux points négatifs :

II. PLF

Il est assez inhabituel d'échanger sur des chiffres non stabilisés et qui peuvent changer à tout moment. Le contexte politique l'est également.

Un constat : tant que les chiffres du PLF ne sont pas stabilisés, quel est l'intérêt d'échanger sérieusement sur ces données ? La CFDT et la CFTC Finances n'en voient guère...

A. La CFDT et la CFTC Finances demandent l'arrêt des suppressions d'emplois et le renforcement des effectifs et des moyens de contrôles.

598 suppressions d'emplois pour le ministère et 558 pour la DGFIP. Nous ne comptons plus les ministres des comptes publics qui reconnaissent que la DGFIP est « à l'os » et/ou qui promettent de stabiliser les emplois après les lourdes réformes structurelles qu'elle a connues depuis 2019.

Les débats sur le PLF ont montré des attaques contre les fonctionnaires comme le retour des 3 jours de carence ou encore le dépôt d'un amendement de l'ancien ministre de la Fonction publique fan d'Elon Musk qui proposait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ou encore le gel du GVT. Quelle imagination ! Nous y avons vu aussi, de la part de ce même ancien ministre et de l'ancienne ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la

consommation des attaques contre le financement du dialogue social. Porter atteinte aux moyens du dialogue social, vouloir affaiblir les syndicats, c'est porter atteinte à la démocratie sociale et à la démocratie tout court.

Nous avons une petite idée de nos ennemis. Nous ne savions pas que nous en avons autant. C'est le bal des impostures.

B. Une occasion manquée d'un débat démocratique avec la société civile

Le gouvernement a privilégié une approche technocratique dans l'élaboration du budget, une nouvelle occasion manquée de renouer les liens et refonder la relation entre politiques et société civile. Pourtant les demandes répétées d'une Conférence des finances publiques réunissant État, partenaires sociaux et collectivités pour traiter la dette et les dépenses aurait pu être un moment démocratique important.

Mais peut être que le gouvernement pense que la discussion budgétaire est un sujet trop sérieux pour être abordé avec des organisation syndicales. A la place c'est le bal des postures.

Pourtant, le social n'est pas qu'un coût. Érigée en grande cause nationale depuis 2017, la politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et tout particulièrement l'objectif de s'attaquer à réduire, supprimer les violences faites aux femmes peut s'accompagner d'un bénéfice budgétaire. Un récent rapport du Sénat souligne le décalage entre les crédits du programme 137 ¹ et le coût réel estimé des violences faites aux femmes estimées à plusieurs milliards d'euros par an.

C. Une occasion manquée de débattre des besoins et des priorités avec la société civile

Et pourtant, nous aurions pu échanger sur la vision globale des besoins :

- la transition écologique ²juste,

¹ 95 647 590 en AE et CP au PLF 2026. Estimation entre 2,5 et 70 milliards de coût annuel.

²https://assets.nationbuilder.com/dataack/pages/8393/attachments/original/1717669992/DP_PLF_Reforme_fiscale_v2_PRINT.pdf?1717669992

L'objectif, hérité de l'Accord de Paris et des objectifs européens, est de placer la France sur la trajectoire de la neutralité carbone à 2050 qui implique notamment de réduire de 35 % les émissions de GES en 10 ans. Le Haut Conseil pour le Climat rappelle ainsi qu'il nous faut chaque année doubler le rythme de réduction des émissions de GES pour être sur la bonne trajectoire. La planification écologique va demander des efforts conséquents en matière de transformation des secteurs économiques et des territoires, des modes de production et de consommation.

- La protection sociale ³-15% de personnes pauvres-
- Les services publics :
 - l'école qui n'arrive pas à tenir sa promesse de réduction des inégalités, une jeunesse⁴, notre avenir qui n'arrive pas à se projeter
 - la santé, la perte d'autonomie⁵

En réponse, la CFDT, la CFTC et les autres organisations syndicales ont appelé à se mobiliser le 18 septembre et le 2 octobre dernier, avant le temps politique qui a débuté avec le dépôt du PLF à l'Assemblée nationale pour peser contre ce projet de budget inique et cynique.

D. Une copie de départ sans ambition pour les services publics

La CFDT et la CFTC Finances n'ont pas trouvé dans le PLF 2026 initial un projet pour plus de justice sociale, d'équité fiscale et une ambition pour les services publics.

Il faut renforcer davantage les services publics qui structurent notre société. Le sentiment de dégradation ou d'éloignement (géographique, technologique) est fort et pèse lourdement sur la vie des citoyens et alimente une frustration qui s'exprime dans un vote contestataire. Aujourd'hui, notre contrat social est fragilisé. Nombreux sont les citoyens qui estiment que la promesse républicaine concernant les services publics n'est pas respectée.

Le rapport Pisani-Ferry / Mahfouz (France Stratégie) a dressé un état des lieux poussé des besoins de financement pour faire la transition écologique. Ainsi pour transformer les transports, l'énergie, l'industrie, l'agriculture, le logement, le tertiaire, les besoins d'investissement supplémentaires s'élèvent à 66 milliards d'euros par an d'ici à 2030, soit l'équivalent de 2,3 points de PIB français. Sur cette somme, 25 à 34 milliards d'euros renvoient à des financements publics.

³ Plus de 14 % de nos concitoyens sont en situation de pauvreté. L'inflation se maintient à un niveau élevé et des millions de personnes doivent, au quotidien, choisir entre manger, se déplacer, se soigner, se chauffer. Chaque euro compte. La protection sociale reste le socle de la solidarité nationale mais elle est fragilisée par les crises successives et affaiblie depuis quelques années.

⁴ La jeunesse subit de plein fouet les crises. Selon l'enquête COP21 de septembre 2023, 39 % des étudiants ont renoncé à se chauffer, 36 % sautent régulièrement un repas. Donner à la jeunesse le pouvoir de vivre mais aussi de (se) construire et de se projeter dans l'avenir, doit être une boussole pour chacun d'entre nous. Cette situation est insupportable, il est urgent de trouver des réponses structurelles.

Selon le Conseil d'analyse économique, il faudrait 0,87 milliard d'euros annuels supplémentaires pour augmenter les bourses de 1000 euros par an pour 66 % des familles concernées.

⁵ La perte d'autonomie est un enjeu majeur de santé publique. Le nombre de personnes vieillissantes s'accroît de façon régulière : les « + de 75 ans » représentent 15 % de la population en 2040 contre 9 % en 2015. La France comptera 2,2 millions de personnes dépendantes en 2050 contre 1,3 millions en 2018. De manière corrélée à ce constat, la question des aidants est trop peu prise en compte et reste la partie immergée de l'iceberg. 9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie (DREES, 2021).

Le scandale Shein souligne l'urgence de renforcer les effectifs et les moyens des administrations pour assurer un contrôle efficace, ainsi que d'harmoniser les normes sociales et environnementales à l'importation dans l'UE afin de protéger consommateurs, citoyens et les finances publiques et tout particulièrement la TVA.

La CFDT et la CFTC Finances revendiquent :

Un budget de justice sociale et d'équité fiscale et le maintien des moyens pour **l'accompagnement des publics fragiles** et pour **l'insertion professionnelle et la cohésion sociale**.

L'abandon des mesures iniques prévues dans le projet de budget 2026, dont le doublement des franchises médicales et la suppression de 3 000 postes de fonctionnaires.

Nous profitons d'avoir en séance la ministre de la Fonction publique pour lui demander ses projets en matière de perspectives salariales avec un point d'indice congelé, des grilles écrasées rattrapées par le SMIC et des carrières au point mort.